

**Point de presse du porte-parolat -  
Corée du Nord/Adoption par le  
conseil de sécurité des Nations unies  
d'une résolution renforçant les  
sanctions - Venezuela**  
(Paris, 07 août 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parolat a fait la déclaration et répondu à la question suivante :

**1 - Corée du Nord - Adoption par le conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution renforçant les sanctions**

La France salue l'adoption à l'unanimité, le 5 août 2017, de la résolution 2371 du conseil de sécurité des Nations unies, qui condamne les essais balistiques effectués en juillet par la Corée du Nord et renforce le régime de sanctions à son encontre.

La résolution 2371 impose en particulier une interdiction complète des exportations de plusieurs produits nord-coréens, dont le charbon, les minerais de fer et de plomb, les produits de la pêche. Elle interdit aussi à tous les États d'accueillir sur leur territoire davantage de travailleurs nord-coréens, dont les revenus sont utilisés par la Corée du Nord pour soutenir les programmes nucléaire et balistique prohibés. Le texte interdit en outre la création de nouvelles co-entreprises (joint-ventures) avec des entités nord-coréennes ainsi que les investissements additionnels dans celles existantes et place de nouveaux individus et entités sous sanctions. La résolution 2371 décide aussi de mesures renforçant la mise en oeuvre des sanctions existantes.

La France enjoint de nouveau à la Corée du Nord de se conformer sans délai à ses obligations internationales et de procéder au démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses programmes nucléaire et balistique, et reste pleinement engagée au service de cet objectif.

**2 - Venezuela**

**Q - Quelle est votre réaction à la destitution de la procureure générale du Venezuela ?**

R - La France déplore la destitution de la procureure générale du Venezuela, Mme Luisa Ortega Diaz, qui incarnait une institution fondamentale pour l'État de droit dans ce pays.

Cette décision ne va pas dans le sens de l'apaisement, du dialogue et de la réconciliation nationale, pourtant indispensables pour mettre un terme à la très grave crise actuelle.

Nous serons très attentifs à la situation personnelle de Mme Ortega Diaz ainsi qu'à celle des opposants politiques emprisonnés, et au respect de l'État de droit au Venezuela./.